

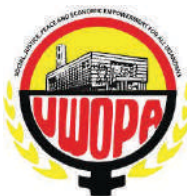
LES FEMMES À LA TÊTE DU CHANGEMENT

DANS LA GOUVERNANCE APRÈS-CONFLIT

- Une visite d'échange régionale pour les femmes politiques



**Women's
International
Peace Centre**
Amplifying Women's Voice and Power



AFRICAN WOMEN'S
DEVELOPMENT FUND

Rapporteuse: Perpetue Kanyange
Rédactrices: Juliet Were, Proscovia Nakaye, Esther Wasagali

ISBN: 978-9970-29-048-2

© Women's International Peace Centre, 2019
Tous les droits réservés

Veillez adresser toute correspondance à :

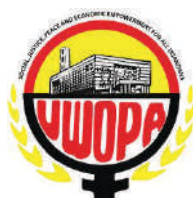
Directrice Exécutive
Women's International Peace Centre
Plot 1, Martyrs Garden Road B, Ministers Village Ntinda
P.O.BOX 4924 Kampala – Uganda
Tel: +256-414-543953
program@wipc.org
www.wipc.org



LES FEMMES À LA TÊTE DU CHANGEMENT DANS LA GOUVERNANCE APRÈS-CONFLIT

Une visite d'échange régionale pour les femmes politiques

2019



With Support From



AFRICAN WOMEN'S
DEVELOPMENT FUND

Sommaires

	Acronymes	3
1.0	Introduction	4
2.0	Les visites d'échange régionales	6
3.0	Les Echanges Au Parlement De L'ouganda	8
3.1	L'accueil	8
3.1.1	L'Association des femmes parlementaire de l'Ouganda (UWOPA)	8
3.1.2	Le Centre international des femmes pour la paix (WIPC)	8
3.2	Le Parcours De L'ouganda Vers La Discrimination Positive	10
3.3	Une visite à la galerie du parlement ougandais	15
4.0	Le Parcours Politique : Les Femmes Dans Les Partis Politiques	16
4.1	Le témoignage de la secrétaire générale pour le Mouvement de Résistance Nationale : la députée Justine KASULE LUMUMBA	17
4.2	Les réflexions de la présidente de la Ligue des femmes du Mouvement de résistance nationale (NRM) : La députée Lydia WANYOTO	19
4.3	Le témoignage de la chef de l'opposition ; la députée Winnie KIIZA	20
5.0	L'engagement De La Societe Civile	24
5.1	La création des alliances avec les sociétés civiles	24
5.2	La Directrice exécutive de la Women's Democracy Network (Le Réseau des Femmes pour la démocratie); Mme. Perry Aritua	25
6.0	Le bien-être et les soins personnels des leaders femmes	26
7.0	L'Évaluation de la visite d'échange	29
8.0	Conclusion	30
	APPENDICES	31
	Appendix 1: The Agenda For The Regional Exchange	31
	Appendix 2: Participants List	32
	Appendix iii: Evaluation Form	33

Acronymes

ACP	Accord de paix global
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CSNU	Conseil de sécurité des nations unies
DSRC	Représentant spécial adjoint du président de la Commission de l'Union africaine
FDC	Forum pour le changement démocratique (Parti politique d'opposition en Ouganda)
Isis-WICCE	Centre International des femmes pour la paix
NRM	Mouvement national de résistance (Parti politique au pouvoir en Ouganda)
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisations de la société civile
UPDF	Force de défense populaire ougandaise (L'armée ougandaise)
UWOPA	Association des députées ougandaises

01

Introduction

La participation politique pleine et efficace des femmes est une question de droits humains, de croissance inclusive et de développement durable¹. La participation active des femmes sur un pied d'égalité avec les hommes à tous les niveaux de prise de décision et d'engagement politique est cruciale pour la réalisation de l'égalité, du développement durable, de la paix et de la démocratie. Donc, l'inclusion de leurs points de vue et expériences dans les processus décisionnels est très importante. Des stratégies visant à accroître la participation des femmes à la politique ont été avancées par le biais de conventions, de protocoles et d'accords internationaux et régionaux pour l'intégration de la dimension de genre. Cependant, l'efficacité en matière de la réalisation de la parité entre les hommes-femmes reste à atteindre.

Le Soudan du sud a réalisé une percée majeure pour la participation des femmes à la vie politique après la signature de l'Accord de paix global (CPA) en 2005 qui prévoyait une représentation de 25% des femmes à tous les niveaux de gouvernement en reconnaissance de leurs rôles et contributions à la lutte de libération². La période intérimaire (2005-2011) a connu une augmentation du nombre de femmes aux postes de prise de décision du Gouvernement du Soudan du Sud.

A présent, le Soudan du Sud a une participation politique féminine relativement élevée par rapport à d'autres pays africains. Actuellement, 29% des sièges au Parlement sont occupés par les femmes³. Cette réalisation est le résultat des efforts collectifs des partenaires internationaux au développement, des organisations de femmes et d'autres acteurs de la paix dans la mobilisation des femmes à participer aux élections de 2009, ce qui leur a permis d'obtenir des postes de décision dans la gouvernance du Soudan du Sud. Les femmes font partie du processus politique dynamique visant à promouvoir les droits de la femme, la bonne gouvernance et à faire le plaidoyer pour les institutions fortes et la meilleure prestation de services.

Alors que le pays façonne son avenir, il est important que les femmes leaders politiques redoublent leurs efforts en vue d'une gouvernance

1 <http://www.oecd.org/mena/governance/womens-political-participation-in-jordan.pdf>

2 Interim Transitional Constitution of the Republic of South Sudan. Retrieved August 2012 from [http://www.sudantribune.com/IMG/pdf/The Draft Transitional Constitution of the ROSS2-2.pdf](http://www.sudantribune.com/IMG/pdf/The_Draft_Transitional_Constitution_of_the_ROSS2-2.pdf)

3 <https://www.hrw.org/report/2013/03/07/old-man-can-feed-us-you-will-marry-him/child-and-forced-marriage-south-sudan>

efficace et significative, et d'affronter également des relations de pouvoir sexospécifiques pour garantir l'égalité des sexes. Ces mesures ne peuvent être réalisées que si les femmes ont des compétences et des connaissances nécessaires pour prendre l'initiative de changement.

La République démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus grand pays d'Afrique dont 51% de la population sont les femmes⁴. Pourtant, cette différence numérique n'exerce aucune influence sur la participation politique des femmes. Plusieurs facteurs conduisent à une faible participation des femmes à la prise de décisions politiques, telles que les barrières traditionnelles et culturelles qui conduisent à une faible estime de soi, à la violence basée sur le genre, à la pauvreté et à l'analphabétisme. L'insuffisance des ressources allouées aux structures de leadership des femmes, la faible coordination des organisations de femmes, la discrimination persistante à l'égard des femmes dans le cadre juridique et la non-application des textes consistent d'autres facteurs qui empêchent aux femmes de participer d'une manière significative. Malgré l'existence d'une Constitution progressiste qui établit une base juridique pour les politiques d'équité hommes-femmes, les femmes n'occupent actuellement que 7,2% des postes au plus haut niveau de prise de décision au niveau national, au Parlement et dans le gouvernement⁵.

En outre, la loi électorale de la RDC, modifiée en 2016, constitue un obstacle majeur aux droits et libertés des femmes. Elle impose de nombreuses contraintes, y compris l'obligation pour les candidats d'atteindre un seuil de soutien d'au moins 1% des voix au niveau national. Par conséquent, aucun dossier de candidature aux élections provinciales n'a été déposé avant la date limite dans certaines circonscriptions. De plus, cette loi également établit des discriminations à l'égard des femmes dans la joute électorale et ne tient pas en compte leurs conditions socio-économiques. Cette loi prévoit que les candidats doivent déposer 1000 dollars américains pour présenter sa candidature⁶. Il s'agit d'une somme astronomique pour les femmes et les jeunes vivant avec un revenu inférieur à 1\$ par jour. L'exclusion des femmes touche tous les niveaux de la société en RDC. Cela se voit surtout au niveau communautaire où les femmes sont largement absentes dans les instances locales de la prise de décisions ainsi qu'au niveau provincial et national.

L'Ouganda est l'un des pays reconnus comme l'un des exemples de réussites de la gouvernance post-conflit avec 34,8% de femmes représentées au parlement et 45,7% dans l'administration locale. Cette étape importante est attribuée à une Constitution sensible au genre et à l'approche de la discrimination positive à l'égard de la participation politique des femmes. La constitution au titre du paragraphe (vi) de l'article 3 précise que « l'État doit assurer la parité entre les sexes et la représentation équitable des groupes marginalisés sur tous les organes constitutionnels et autres ». L'article 78(b) autorise un siège réservé pour une représentante de district au parlement⁷. Cela a été reproduit dans d'autres lois telles que la Loi sur les autorités locales (LGA) qui établit une représentation minimale d'un tiers des femmes au niveau local⁸. En outre, le mouvement des femmes a aussi contribué au succès de la réalisation de ces chiffres en faisant le plaidoyer pour la promotion de la représentation des femmes à tous les niveaux de gouvernance.

Female Political Participation

Parliament Seats (%)

South Sudan

29%

DR Congo

7.2%

Uganda

34.8%

4 <https://africa.unwomen.org/en/where-we-are/west-and-central-africa/democratic-republic-of-congo>

5 <https://africa.unwomen.org/en/where-we-are/west-and-central-africa/democratic-republic-of-congo>

6 <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/peace-equal-political-participation-women-drc>

7 The Constitution of the Republic of Uganda 1995

8 The Local government act 1997

02

Les visites d'échange régionales

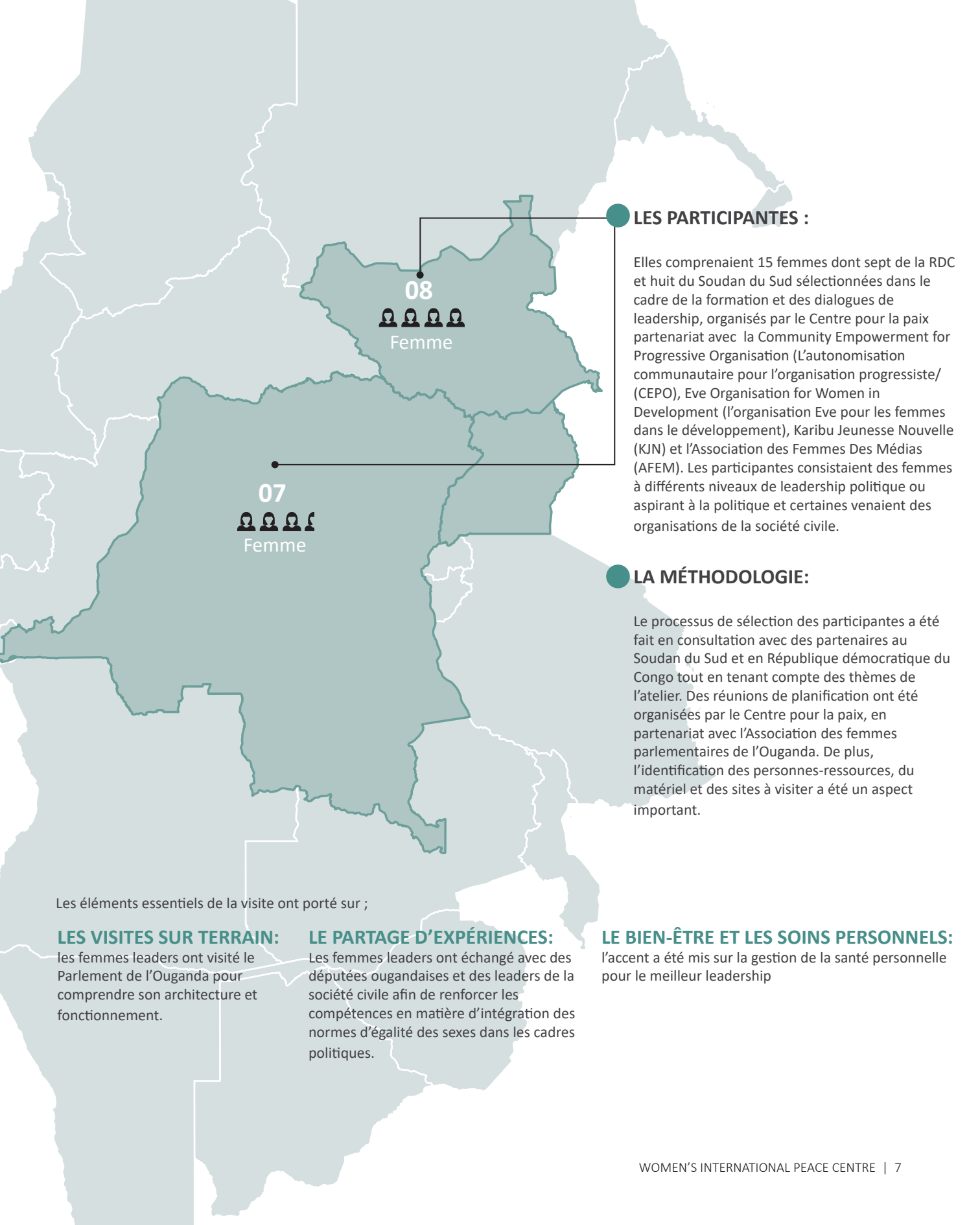
Les visites d'échange régionales constituent un élément clé de l'approche de formation et de renforcement des capacités du Centre international des femmes pour la paix. Les femmes passent la majeure partie de leur vie dans leurs communautés et ont rarement l'occasion d'interagir avec les autres. Les visites d'échange renforcent les dialogues entre les dirigeantes. Elles sont également une source d'orientation, de nouvelles énergies et d'initiatives en faveur du changement social. Les visites d'échange brisent les frontières et créent une nouvelle prise de conscience d'autres réalités.

“Beaucoup d'entre nous, nous sommes des leaders mais avec moins ou presque pas d'expérience, nous aimerions savoir ce que font les autres leaders, comment elles restent fortes malgré les défis et la façon dont elles font leur travail. Nous aimerions également comprendre comment les autres pays arrivent à atteindre l'égalité des sexes.”

La visite d'échange régionale de 2019 a présenté l'occasion pour les femmes leaders du Soudan du Sud et de la République Démocratique du Congo d'échanger les expériences avec les femmes leaders ougandaises. La visite d'échange régional a été organisée par le Centre International des femmes pour la paix (WIPC) et l'Association des femmes parlementaires de l'Ouganda (UWOPA) du 29 au 31 octobre 2020.

Les objectifs de la visite d'échange étaient les suivants;

- i. Faciliter l'apprentissage expérientiel, l'acquisition des leçons et des compétences pratiques sur la façon d'influencer la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des nations Unies.
- ii. Renforcer la construction des mouvements et le plaidoyer en faveur de l'influence des politiques



LES PARTICIPANTES :

Elles comprenaient 15 femmes dont sept de la RDC et huit du Soudan du Sud sélectionnées dans le cadre de la formation et des dialogues de leadership, organisés par le Centre pour la paix partenariat avec la Community Empowerment for Progressive Organisation (L'autonomisation communautaire pour l'organisation progressiste/ (CEPO), Eve Organisation for Women in Development (l'organisation Eve pour les femmes dans le développement), Karibu Jeunesse Nouvelle (KJN) et l'Association des Femmes Des Médias (AFEM). Les participantes consistaient des femmes à différents niveaux de leadership politique ou aspirant à la politique et certaines venaient des organisations de la société civile.

LA MÉTHODOLOGIE:

Le processus de sélection des participantes a été fait en consultation avec des partenaires au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo tout en tenant compte des thèmes de l'atelier. Des réunions de planification ont été organisées par le Centre pour la paix, en partenariat avec l'Association des femmes parlementaires de l'Ouganda. De plus, l'identification des personnes-ressources, du matériel et des sites à visiter a été un aspect important.

Les éléments essentiels de la visite ont porté sur ;

LES VISITES SUR TERRAIN:

les femmes leaders ont visité le Parlement de l'Ouganda pour comprendre son architecture et fonctionnement.

LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES:

Les femmes leaders ont échangé avec des députées ougandaises et des leaders de la société civile afin de renforcer les compétences en matière d'intégration des normes d'égalité des sexes dans les cadres politiques.

LE BIEN-ÊTRE ET LES SOINS PERSONNELS:

l'accent a été mis sur la gestion de la santé personnelle pour le meilleur leadership

03

Les Echanges Au Parlement De L'ouganda

3.1. L'accueil

3.1.1 L'Association des femmes parlementaire de l'Ouganda (UWOPA)

La députée Veronica Bichetero a souhaité la bienvenue aux femmes leaders en visite. Elle a félicité le Centre pour la paix pour le bilan positif et la cohérence en matière de paix et de sécurité depuis 1995. Elle a rappelé qu'elle avait été initiée à la recherche sur les expériences des femmes en situation de conflits armés en Ouganda lorsque le Centre pour la paix a présenté le rapport de ses conclusions de recherche. Elle a ensuite pris conscience des effets profonds de la guerre sur les femmes et les filles. Elle a également rendu hommage au Centre pour la paix pour un excellent travail de vulgarisation de la résolution 1325 du CSNU.

Elle a partagé le contexte historique de l'UWOPA et sa contribution à la promotion de l'égalité des sexes en Ouganda. L'Association a été créée lors du 5e parlement de l'Ouganda (1989-1999) par un groupe de députées ougandaises dont deux d'entre elles sont toujours au parlement, à savoir, l'honorable Rebecca A. Kadaga et l'honorable Cecilia Ogwal. L'association est un groupe parlementaire composé de toutes les femmes parlementaires, mais aussi ouverte aux hommes députés en tant qu'associés ou membres honoraires. Elle vise à susciter le processus législatif sensible au genre, à organiser des campagnes de sensibilisation et à encourager le lobbying et la défense des droits de la femme, le réseautage, les programmes d'échange, la formation et le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles. L'UWOPA offre aux députés femmes un forum pour discuter, partager leurs expériences et soutenir des activités qui facilitent la participation et le leadership des femmes dans tous les domaines de la politique, y compris le secteur socio-économique, la science et la technologie.

3.1.2 Women's International Peace Centre (Le Centre international des femmes pour la paix)

La Présidente du Conseil d'administration, Mme Elizabeth Lwanga, a souhaité la bienvenue aux déléguées du Soudan du Sud et de la RDC. Elle a remercié Madame la Présidente du Parlement de l'Ouganda d'avoir accueilli les femmes leaders. Elle a également remercié les membres et le personnel de l'UWOPA qui ont toujours travaillé en étroite collaboration avec le Centre pour la paix et ainsi constituant une plateforme de plaidoyer.

Elle a expliqué que le Centre international des femmes pour la paix, anciennement connu sous le nom Isis-Women's International Cross-Cultural Exchange (Échange interculturel international de femmes / Isis-WICCE), est une organisation féministe dont la mission est d'encourager le leadership des femmes, d'amplifier leur voix et de renforcer leur activisme afin de recréer la paix. Créé en 1974, le Centre pour la paix travaille avec des partenaires dans des contextes de conflit et d'après-conflit en Afrique et en Asie, en utilisant son modèle WEAVE cultivé localement pour stimuler le pouvoir des femmes pour la paix en intégrant la recherche, la documentation, le bien-être global, les compétences et le renforcement des mouvements ainsi que le plaidoyer pour la défense des droits de la femme.

Le travail du Centre de la paix conforme aux cadres internationaux relatifs aux droits de l'homme tels que la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies⁹, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne de 1993¹⁰, la Déclaration et la Plateforme d'action de Beijing de 1995¹¹, les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine qui renforce le rôle des femmes dans la prise de décision en matière de paix et de sécurité.

Elle a informé les participantes que la visite d'échange régionale est l'une des stratégies utilisées par Centre pour la paix pour renforcer les capacités des dirigeantes à s'engager et à influencer la prise de décisions après le conflit et à exiger la responsabilité des décideurs en matière de l'inclusion significative des femmes dans la gouvernance et la prise de décisions au Soudan du Sud et en République Démocratique du Congo. Cette échange entre les femmes parlementaires ougandaises et les femmes de la RDC et du Soudan du sud a été organisée dans le but de renforcer leurs compétences en matière de l'intégration des normes d'égalité des sexes dans les cadres politiques. Elle a ajouté que la visite d'échange régionale se situe également dans le cadre des ateliers féministes organisés par le Centre pour la paix dont l'objectif est de faciliter l'apprentissage expérientiel, l'acquisition des connaissances et des compétences pratiques sur la façon d'influencer la mise en œuvre de la résolution 1325 du CSNU, en particulier, le pilier de la participation, et de donner aux participantes des outils sur la construction des mouvements et de faire le lobbying pour pouvoir influencer sur les politiques

Elle a affirmé que l'Ouganda est l'un des exemples de réussites de la gouvernance post-conflit avec 34,8% de femmes au parlement. Cette étape importante est attribuée à une Constitution sensible au genre et à l'approche de la discrimination positive à l'égard de la participation politique des femmes, à la pression permanente, au renforcement des capacités et à d'autres initiatives favorisant la représentation des femmes à tous les niveaux, en partie fait par le Mouvement des femmes:

03

3 pays: **L'Éthiopie, la Guinée-Bissau et l'Afrique du Sud** ont atteint la parité hommes-femmes au sein du Conseil des ministres.

06

Etats avaient plus de 20% de la représentation des femmes dans le Conseil des Ministres : le Mali à 34,4% ; le Kenya à 29% ; le Ghana à 27% ; le Togo à 23% ; la RDC à 22,8% et le Soudan du Sud à 20%.

Une évaluation effectuée récemment en 24 pays de l'Afrique par le Bureau de l'Envoyé spécial de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité montre que :

07

7 des 24 pays ont atteint l'objectif mondial de 30 % de représentation minimale des femmes dans les parlements. Il s'agit du Burundi, du Mozambique, du Rwanda, du Sénégal, de l'Afrique du Sud, de la Tunisie et de l'Ouganda.

61.3

Le Rwanda est actuellement en tête à l'échelle mondiale avec 61,3% de représentation des femmes à la Chambre basse du Parlement.

Elle en a conclu que le partage d'expériences apportera des connaissances et des encouragements pour s'efforcer davantage d'améliorer la situation des femmes dans le leadership politique dans différents pays.

9 on Women, Peace and Security which calls for measures to support local women's peace initiatives and indigenous processes for conflict resolution(art 8, parag b);

10 which emphasized that... the human rights of women and of the girl-child are inalienable, integral and indivisible part of the universal human rights...and agitated for the elimination of all forms of gender based violence ...(Article 1:18)

11 Flagged 12 key areas and women peace and security

3.2 Le Parcours De L'ouganda Vers La Discrimination Positive

Par la députée Veronica Bikyetero

La lutte pour l'égalité a été une longue bataille qui se poursuit encore aujourd'hui. Partout dans le monde, il y a un ordre naturel qui place les femmes dans une bulle différente à celle des hommes. Dans cet ordre naturel, une femme est censée être soumise à l'homme, être obéissante et dans certains cas, la femme n'est pas autorisée à prendre des décisions qui peuvent même avoir l'impact sur ses moyens de subsistance. En raison du système oppressif du patriarcat, les femmes ont dû sortir de leur zone de confort pour lutter pour leurs droits et de faire une impression forte sur le monde.



L'Ouganda est l'un des pays africains qui ont atteint 34,8 % de la représentation des femmes au Parlement grâce aux femmes

courageuses comme les députées Miriam Matembe, Mary Maitum, Cecilia Ogwal et beaucoup d'autres. Ces femmes ont veillé à ce que toutes les questions relatives aux femmes recommandées par le mouvement des femmes soient intégrées dans la Constitution de 1995 de la République d'Ouganda. En Ouganda, des politiques et des lois ont été élaborées pour garantir des plateformes de participation des femmes à divers niveaux dans les sphères d'influence sociales, économiques et politiques orientées vers l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes. Par exemple, la loi donne aux femmes l'occasion d'aller devenir représentantes directement au Parlement et le principe de la discrimination positive, par exemple à l'université, accorde aux filles 0,5 point supplémentaire pour l'entrée dans n'importe quelle université publique. En outre, dans les 135 districts de l'Ouganda aujourd'hui, la loi prévoit un créneau pour une représentante de district en tant que membre du parlement représentant les femmes d'un district particulier. En plus, en nommant des postes au sein des organes ministériels et exécutifs ou tout organe constitutionnel, le gouvernement veille à ce qu'au moins 30 % de ces postes soient réservés aux femmes.



Women's International Peace Centre

Amplifying Women's Voice and Power

C'est ce qui ressort des statistiques du 10e parlement ci-dessous ;

FEMALE MP'S	Total	F	%
Constituency (directly elected)	295	19	6.4
District Women Representatives	122	122	100
Uganda People Defence Force (UPDF)	7	3	43
Workers Representatives	5	2	4
Youth Representatives	5	2	4
Persons With Disability (PWDs)	5	2	4
Ex-Officials	18	9	50
Total	459	159	34.6

Figure 1: Extrait du www.parliament.go.ug/publications/tenth-parliament

Malgré les mesures prises par le gouvernement pour maintenir l'égalité des sexes, il reste encore beaucoup à faire. Les femmes au parlement et les mouvements de femmes continuer à lutter pour l'adoption du projet de loi portant sur les relations familiales actuellement connu sous le nom de projet de loi sur le mariage et le divorce qui est au Parlement depuis 1980. Pour être plus stratégique, "nous avons décidé de séparer les deux aspects (le mariage et le divorce) car il y avait trop de résistance sur la question de "divorce". Le projet de loi sera encore renvoyé au Parlement et nous espérons que cette fois-ci nous mettrons fin aux 39 années d'attente.

Session d'échange

Comment peut-on veiller à ce que les femmes aient accès au leadership politique surtout quand celle qui est au pouvoir reste pour longtemps ?

Réponse

Les femmes contribuent à de nouvelles approches du leadership et du pouvoir qui ont un impact sur le changement social dans les communautés. Il est donc important qu'une fois qu'elles accèdent aux postes de leadership, il faut maintenir et améliorer leur potentiel de leadership tout en encadrant d'autres femmes et en essayant d'ouvrir la voie à d'autres femmes.

Comment avez-vous fait face au syndrome de dénigrement entre femmes?

Réponse

Il faut être au courant des divisions en politique. Les hommes établissent les règles et les femmes suivent. Vous vous retrouverez automatiquement comme un club et vous aurez tendance d'affaiblir les autres femmes, ce qui en profite aux hommes. Avec l'expérience, nous avons appris à faire face à de tels défis. Au fait, nous nous soutenons les unes les autres en se corrigeant mutuellement. Et par l'intermédiaire de l'UWOPA, nous proposons des stratégies de gestion de tels comportements une fois qu'ils se produisent.

Comment est-ce que vous faites pour être nombreuses au Parlement ?

Réponse

La constitution du Soudan du Sud s'inspire de la constitution ougandaise. Donc la discrimination positive et une

représentante régionale sont intégrées dans la Constitution du Soudan du Sud. Néanmoins, le défi du Soudan du Sud est qu'il a encore besoin d'une constitution qui amène le pays aux élections car la constitution intérimaire ne contient pas de dispositions relatives aux élections.

La discrimination positive a échoué au Soudan du Sud parce que les femmes ne savent pas comment faire le suivi et défendre leurs intérêts. Les femmes du Soudan du Sud doivent prendre la parole et exiger ce qui leur appartient. "Si vous ne le faites pas, les hommes ne le feront pas pour vous et vous attendrez en vain"

La révision prochaine de la Constitution présente une occasion de modifier le quota de femmes ou même l'application de la discrimination positive.

Comment avez-vous fait face aux barrières culturelles ? Avez-vous mis en place des lois pour relever ce défi ?

Réponse

Les barrières culturelles restent un grand défi non seulement en Ouganda, mais dans presque tous les autres pays africains. Cependant, en tant que pays, nous sommes guidés par les cadres internationaux et juridiques tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), dont l'Ouganda est membre en vertu de l'article 7 (a) et (b),¹² et les objectifs stratégiques de la Plateforme d'action de Beijing, sont tous orientés vers la participation effective des femmes. La résolution 1325 des Nations Unies à laquelle l'Ouganda a consenti et élaboré le Plan d'action national, la constitution ougandaise de 1995, au sens de l'article 3¹³ et l'article 78 b) permettant l'élection d'une représentante des femmes du district au Parlement, l'article 180(b) garantit qu'un tiers des membres de chaque conseil d'administration locale doivent être des femmes. Ces deux concessions ont été obtenues grâce à un plaidoyer solide des femmes et au soutien des hommes sensibles au genre lors des débats de l'Assemblée constituante, tous englobant des sièges d'action positive pour les femmes.

La loi de 1997 portant sur les autorités locales présente une possibilité de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions des collectivités locales. La loi de 1997 sur la Commission électorale donne mandat à celle-ci d'organiser des élections et de prévoir des quotas de femmes. La loi de 2005 portant sur les partis politiques et les organisations, la loi portant sur la presse et les journalistes et la loi sur les médias électroniques interdisent les reportages négatifs sur les femmes qui se présentent aux postes politiques. Ces lois contribuent à renforcer la participation active des femmes au leadership politique sans aucun obstacle.

En outre, le mouvement des femmes a joué un rôle essentiel pour assurer la participation et l'inclusion des femmes ; par exemple, en 2006, un manifeste pour les femmes a été rédigé sous la direction du Réseau des femmes ougandaises (Uganda Women Network). Le manifeste visait à accorder aux femmes une plate-forme commune pour répondre aux préoccupations cruciales des femmes en Ouganda en les aidant davantage à occuper des postes de direction en politique, en particulier au Parlement.

Les femmes, se présentent-elles seules aux élections ou avec les hommes ?

Réponse

Une femme représentante de district est élue au Parlement par les électeurs du district. Alors, si une femme doit concourir pour le poste de députée représentant un district, elle se présente avec d'autres femmes. Cependant, une femme a la possibilité de se présenter directement sur un siège au parlement. Dans ce cas, une femme se présente avec des hommes.

12 States Parties shall take all appropriate measures to eliminate discrimination against women in the political and public life of the country and, in particular, shall ensure to women, on equal terms with men, the right: (a) To vote in all elections and public referenda and to be eligible for election to all publicly elected bodies; (b) To participate in the formulation of government policy and the implementation thereof and to hold public office and perform all public functions at all levels of government;

13 The state shall ensure gender balance and fair representation of marginalised groups on all constitutional and other bodies

Les personnes handicapées, sont-elles représentées au parlement ?

Réponse

La Constitution ougandaise de 1995 stipule que l'État doit assurer une représentation équitable des groupes marginalisés, y compris les personnes handicapées - dans tous les organes gouvernementaux. En conséquence, les législateurs ont adopté plusieurs lois visant à accroître la représentation des personnes handicapées dans la sphère publique. Le Parlement dispose cinq sièges réservés aux députés qui représentent les personnes handicapées. De plus, au niveau de l'administration locale, chaque conseil de village, de Commune (Parish), de sous-comté et de district doit comprendre au moins un homme et une femme handicapés.

Les représentantes de district sont-elles élues ou nommées (femmes dans les 135 districts) ? Si elles sont nommées, sont-elles qualifiées ?

Réponse

Il existe deux catégories au niveau du district. L'équipe technique n'est pas nommée, mais elle passe par un processus compétitif pour obtenir un emploi. Ils postulent pour un emploi, passent des entretiens et sont nommés sur sélection après avoir réussi. La deuxième catégorie consiste du conseil local dont les membres doivent passer par des élections.

Message à retenir pour les participantes

- * Il faut connaître la Constitution. Veillez à ce que ce soit inclusif et doit éliminer toutes les formes d'exclusion.
- * Être stratégique, établissez quelle institution doit être créée pour assurer l'inclusion (les Jeunes, les handicapés, les personnes âgées, les enfants, les femmes, etc.)
- * Il faut travailler sur le problème majeur qui est souvent l'application ; nous avons remarqué que c'est un défi partout. Nous avons une cote technique élevée, mais nous ne pouvons pas l'utiliser. Nous avons besoin de femmes fortes, d'un mouvement fort et nous devons utiliser les médias pour faire le plaidoyer. Sachez également que les médias peuvent être contre les mouvements des femmes, nous devons veiller à ce qu'ils rendent compte de manière positive des questions de genre.
- * Ne laissez pas votre enfant vivre ce que vous avez vécu. Si vous avez été violée, si vous n'êtes pas allée à l'école, si vous n'avez jamais eu de chaussures, travaillez si dur pour éviter que cela n'arrive à votre enfant ou à vos petits-enfants.
- * Il faut envoyer les enfants à l'école. En Ouganda, l'éducation est obligatoire. Il doit en être de même en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud.

3.3 Une visite à la galerie du parlement ougandais

Une visite du Parlement ougandais a été guidée par le Coordinateur du Protocole au Parlement. Il a montré à l'équipe les chambres du Parlement et leur a présenté l'organisation de la séance. Il a expliqué que le Président, qui préside la séance plénière, occupe le fauteuil, qui est situé en pole position, au milieu à une extrémité de la salle. Devant le Président, deux sièges sont réservés aux greffiers qui fournissent une assistance technique au président de la séance. Au cours de la session parlementaire / plénière, la disposition des sièges des membres se fait par rapport au siège du Président. Les sièges à droite de la présidence sont réservés aux membres du parti au pouvoir, tandis que les législateurs de l'opposition prennent place à gauche. Les députés indépendants se sont vus réserver des sièges à gauche du Président tandis que les représentants de l'armée (UPDF) sont libres de prendre tous les sièges disponibles de chaque côté de la salle. Les ministres du gouvernement et les ministres de l'opposition occupent les bancs avant chaque côté du président. Cet arrangement de séance est observé dans les parlements des pays du Commonwealth.

On a montré aux participantes le salon VIP où la Présidente passe avant d'entrer dans la salle et de recevoir ses visiteurs. On a également expliqué des aspects de sécurité et protocole du Parlement.

L'équipe a également visité le "Babycenter (une crèche)" qui a été inauguré en novembre 2015 au sein du Parlement. C'est l'endroit désigné où les femmes parlementaires laissent leurs enfants. Il y a du personnel qui s'occupent des enfants de âgés de 0 à 5 ans.



04

Le Parcours Politique : Les Femmes Dans Les Partis Politiques

Il est toujours important d'apprendre des autres ; de savoir comment ils ont réussi à conserver leur leadership malgré les défis auxquels ils sont confrontés ; comment ils font leur travail et l'impact que leur travail crée afin de s'adapter, d'influencer et de créer un changement durable dans différents pays respectifs.

Le Centre pour la paix et l'UWOPA ont identifié certaines des femmes influentes pour partager leurs expériences. Ces femmes ont rejoint la politique immédiatement après l'université, elles occupent des postes importants dans l'arène politique et elles sont à la tête de la prise de décision.

1. La députée Kasule Lumumba Justine -

Secrétaire générale du parti au pouvoir, National Resistance Army / le Mouvement de résistance nationale (NRM)

2. La députée Wanyoto -

chef de la Ligue des femmes du Mouvement de résistance nationale.



3. La députée Winnie Kiiza

ancienne et première femme chef de l'opposition au Parlement ougandais. (Forum for Democratic change /Forum pour le changement démocratique/ FDC)



4.1 Le témoignage de la secrétaire générale pour le Mouvement de Résistance Nationale : la députée Justine KASULE LUMUMBA

La députée Kasule a souhaité la bienvenue aux femmes dirigeantes et a partagé son parcours d'enseignante professionnelle en politique. L'honorable Kasule est actuellement la secrétaire générale du NRM¹⁴, un poste qu'elle occupe depuis décembre 2014. Avant, elle a été le Whip en chef du gouvernement au sein du Conseil des ministres de l'Ouganda de mai 2011 à décembre 2014. Elle a également été députée élue représentante des femmes du district de Bugiri de 2001 à décembre 2014.

Elle a souligné que l'Ouganda jouit de la paix depuis 32 ans dans la région des Grands Lacs. Cela a été réalisé grâce à l'idéologie adoptée par le leadership de NRM. Les femmes ougandaises ont joué un rôle important dans la réalisation de la situation actuelle de paix et de tranquillité et cela a été rendu possible grâce au soutien politique apporté aux femmes en général.

Elle a affirmé que les partis et organisations politiques ne peuvent prospérer dans un pays que lorsque les principes fondamentaux de la paix et de la stabilité ont été établis, c'est-à-dire de solides piliers du gouvernement, notamment le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

Quelques étapes clés pour les femmes ougandaises:

- i. La constitution de 1995 ; interdiction de la discrimination basée sur le genre ;
- ii. Création de sièges affirmatifs pour les femmes à l'Assemblée nationale et dans les gouvernements et administrations locaux ;
- iii. Réserve de 30% de postes électifs à tous les niveaux pour les femmes (40% selon la Constitution NRM) ;
- iv. Politique de la discrimination positive (1,5 point supplémentaire) en faveur de l'intégration des jeunes femmes dans les universités et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur;
- v. Création de la Commission pour l'égalité des chances;

La carrière politique

La députée Lumumba Kasule a dit qu'après avoir terminé ses études universitaires, elle a travaillé dans le district de Bugiri (son district d'origine) et a été parmi les rares femmes diplômées du district. Elle a été inspectrice des écoles et a également coordonné le projet d'eau qui l'a initiée à la conduite d'une moto pour faciliter son déplacement. La moto est devenue sa marque dans la communauté bien qu'elle ait d'abord été critiquée pour avoir roulé une moto en tant que femme. Plus tard, les communautés ont commencé à l'apprécier.

Les femmes ougandaises ont joué un rôle important dans la réalisation de la situation actuelle de paix et de tranquillité et cela a été rendu possible grâce au soutien politique apporté aux femmes en général.

14 the ruling political party in Uganda

En 2001, elle a décidé de se porter représentante du parlement au ticket du parti NRM, ayant été soutenue et encadrée par son père qui était un homme politique. Elle a remporté les élections, a rejoint le parlement à l'âge de 27 ans grâce à la discrimination positive.

En rejoignant le parlement, elle a été nommée mobilisatrice de son parti politique pour le district de Bugiri. Elle est fière de l'excellent travail qu'elle a accompli en mobilisant les communautés à adhérer au parti et en s'assurant que le travail du parti influence les communautés.

Elle a en outre partagé son expérience lorsqu'elle a été nommée ministre et whip en chef de son parti NRM en mai 2011, on lui a cédé un bureau avec de très vieux meubles, elle a tout enlevé et s'est assise sur un tapis pendant un certain temps jusqu'à ce qu'elle ait mobilisé des fonds de la Banque mondiale et a acheté du mobilier de bureau pour tous les ministres.

“Si vous vous contentiez d’être aimée, vous seriez prête à faire des compromis sur n’importe quoi à tout moment et vous n’arriveriez à rien.”

Mme Justine
Lumumba Kasule

Elle a informé les déléguées qu'une fois qu'elles occupent un poste de leadership, elles doivent être assidues. On peut se trouver dans une situation sans le matériel où même l'environnement n'est pas favorable, mais il faut être créatif, engagé et persévérant. Vous recevrez des coups sous tous les angles, mais il faut rester concentré et ne pas perdre de vue ses objectifs.

Elle a conseillé aux femmes qu'en tant que leaders, elles doivent savoir utiliser leur pouvoir, quand s'engager et se désengager, à ne pas mener des batailles ingagnables, doivent toujours dire la vérité et soutenir les autres femmes même si elles ne sont pas du même parti. Elle a souligné que malgré les clivages politiques, les femmes ne devraient jamais perdre de vue leurs objectifs si elles veulent maintenir les positions d'influence et de gouvernance pour l'égalité des sexes.

Elle a partagé des outils sur la façon dont les femmes devraient se présenter en public, le code vestimentaire, pourquoi il est important de connaître le public et les personnes avec lesquels elles travaillent par leurs noms et de respecter l'heure.

Elle a conseillé aux déléguées de saisir toutes les occasions qui renforcent leurs capacités pour devenir de meilleurs leaders. Elle a partagé qu'en tant que jeune femme ayant des ambitions politiques, elle a reçu plusieurs formations sur le leadership et la prise de parole en public organisées par Isis-WICCE (Isis-l'Échange interculturel international pour les femmes /Isis-Women's International) aujourd'hui le Women's International Peace Centre (Centre international des femmes pour la paix) et d'autres organisations non gouvernementales.

Elle a exhorté les dirigeantes à prier dans toutes les situations car la prière est la clé du succès, à se respecter et à être attentives aux saboteurs et trublions en politique, faire un peu de ménage dans leur vie sociale, qu'une fois qu'elle est propre, vous pouvez défier les dirigeants et vos adversaires. Mais si ce n'est pas le cas, ils emploient toujours cette tâche sombre pour vous atteindre ou vous abattre.

Elle a finalement partagé quelques conseils sur les campagnes électorales. La personnalité du leader est extrêmement importante dans une campagne. L'objectif de la campagne, la stratégie, le message, le style de votre campagne, les médias que vous ciblez, l'image que vous projetez et les électeurs que vous essayez d'adresser sont essentiels. Tout doit concorder avec la personnalité du leader et vice versa. Chaque leader doit faire preuve de qualités de décision, de fiabilité et de cohérence.

4.2 Les réflexions de la présidente de la Ligue des femmes du Mouvement de résistance nationale (NRM) : La députée Lydia Wanyoto

L'honorable Wanyoto est une juriste, femme politique et diplomate ougandaise, qui a été représentante spéciale adjointe du président de la Commission de l'Union africaine (DSRCC) basée à Addis-Abeba, en Éthiopie. Elle était députée de l'Assemblée législative de l'Afrique de l'Est et elle est actuellement la présidente de la Ligue des femmes du mouvement de résistance nationale (NRM).

Dans ses remarques, elle a félicité le Peace Centre de ne pas avoir été partisan et d'impliquer toutes les femmes sans considérer les partis auxquels elles appartiennent. Elle a indiqué que l'adhésion des femmes aux partis politiques est essentielle au développement d'un pays car la participation politique des femmes se traduit par des gains tangibles pour la démocratie, notamment une plus grande réactivité aux besoins des citoyens, une coopération accrue entre les partis et les ethnies et un avenir plus durable.

Elle a cependant noté qu'être en politique nécessite assez de courage. Si vous ne vous battez pas, les gens peuvent vous déstabiliser et si vous êtes mariée, ils peuvent passer par votre époux. Si vous n'êtes pas mariée, c'est encore pire parce qu'ils utiliseront toutes les stratégies avec de faux copains pour vous affaiblir. Il faut donc apprendre à calculer ses pas, être vigilante et rester au top de votre jeu.

Elle a exhorté les déléguées à progresser dans le domaine de l'informatique. En tant que leader, si vous n'êtes pas averti de la technologie, vous êtes automatiquement rejeté car le monde se tourne vers la technologie et toutes les informations actuelles se trouvent en ligne. Elle a conseillé aux déléguées de grandir et de soutenir les autres pour atteindre le même objectif,

“les connaissances sont obligatoires, l'information est la clé du succès, le monde est aujourd'hui numérique, alors avancez-vous, travaillez dur pour prouver votre capacité”.

Elle a mis en garde contre l'utilisation des plateformes médiatiques, en particulier les médias sociaux. Ce sont de très bonnes plateformes pour partager votre travail et pour la sensibilisation. Les dirigeants doivent éviter de partager leur vie personnelle sur les plateformes de réseaux sociaux.

Elle a conclu en rappelant les délégués que la vérité est difficile à entendre, plus difficile à accepter et encore plus difficile à changer, mais il faut toujours s'en tenir à la vérité. Elle a rappelé qu'une carrière enrichissante suit rarement un chemin droit et qu'il y a toujours des sacrifices en cours de route. Mais chaque virage en cours de la route nous enseigne de précieuses leçons. Elle a terminé avec un slogan : “Continuez ! ; continuez !”. Le changement viendra certainement.





4.3 Le témoignage de la chef de l'opposition; la députée Winnie Kiiza

“Si nous ne nous unissons pas nos forces en tant que femmes, nous ne serons jamais à la place que nous méritons. Il est important de créer des alliances stratégiques”.

Née dans le district de Kasese, à l'ouest de l'Ouganda, la députée Kiiza a été élevée par sa mère après la mort de son père quand elle avait 10 ans. Elle a étudié l'école primaire et secondaire, puis a rejoint l'Institut Supérieur des Etudes Commerciales connu sous le nom National College of Business Studies (NCBS) à Nakawa, à Kampala, qui est devenu une université des Hautes études commerciales connue sous le nom Makerere University Business School (MUBS).

Elle est entrée en politique à temps plein en 1996 lorsqu'elle a été élue au conseil local du district de Kasese en tant que secrétaire de district chargée des finances. En 2001, elle a été réélue au même conseil en tant que secrétaire à l'éducation et plus tard secrétaire aux services sociaux. Elle a brigué le siège parlementaire des femmes du district de Kasese en 2006, 2011 et 2016 sous l'étiquette du parti politique Forum for Democratic Change (FDC) et a gagné.

En mai 2016, elle a été nommée chef de l'opposition au Parlement, devenant ainsi la première femme leader de l'opposition dans l'histoire de l'Ouganda. Le chef de l'opposition est confié au chef élu du plus grand parti politique ne faisant pas partie du parti au pouvoir. Le chef de l'opposition nomme et dirige un Cabinet fantôme alternatif dont le devoir est de contester et d'influencer la législation gouvernementale au Parlement.

Durant son mandat, elle a contesté le gouvernement et ses recommandations ont été prises en considération. Elle s'est battue pour la justice et un visage humain pour les femmes, les hommes de l'opposition et le pays tout entier.

Elle a dit que dans sa carrière politique, elle a constaté que les valeurs d'une personne, ses aspirations et intérêts n'ont pas d'importance dans les partis politiques. Les politiciens ne parlent que de ce que les gens veulent entendre. En tant que leader, vous devez donc trouver votre place. Si vous travaillez pour la justice et la vérité, il est indispensable de travailler avec la société civile pour vous nourrir et vous responsabiliser afin de devenir une meilleure femme politique.

La culture et les traditions ont contraint les femmes de poursuivre leur chemin sous le prétexte qu'elles ne sont pas capables. Cela s'applique également aux partis politiques. Seules quelques postes ont le pouvoir de prendre des décisions, à savoir, le président, le Secrétaire général, trésorier du parti. Donc, si vous n'occupez aucun de ces postes, vous êtes simplement confinée à la ligue des femmes.

Les partis politiques sont des sphères où l'argent passe. Elle a conseillé aux femmes leaders d'appartenir à un parti politique si elles veulent en bénéficier. Lors des plateformes de vos partis politiques, exprimez votre opinion. Il faut être présente dans les espaces auxquels vous appartenez, soyez cohérentes et discutez des faits et avec des preuves.

Le patriarcat fait penser les hommes qu'ils sont les seuls censés diriger. Ainsi certains d'entre eux se sentent menacés lorsqu'ils voient une femme forte. En tant que leader, vous devez le savoir cela ne devrait pas vous empêcher de parler et d'accomplir vos tâches. En tant que femmes en politique, vous devez donc renforcer vos capacités avec des informations et des faits. Vous devez montrer que vous êtes informée et que vous ne pouvez pas vous laisser influencer par une politique rapide et bon marché.

En conclusion, elle a affirmé qu'il y a beaucoup de potentiel chez les femmes une fois au pouvoir. Il est donc nécessaire d'œuvrer pour une pleine participation équitable des femmes à la vie publique, ce qui est essentiel pour construire et maintenir des démocraties dynamiques et fortes. Elle a noté que si une femme est élue au Parlement, il est important qu'elle place les questions ou les droits des femmes au premier plan de son propre programme. Il est donc important d'avoir les bonnes femmes dans ces espaces. Deuxièmement, une fois que les femmes occupent des postes d'autorité, elles ont tendance à résoudre la crise nationale sans recourir à la violence. Elles défendent des questions sociales qui profitent à tous et à allouer des budgets à la santé et à l'éducation.

Echange

Comment gérez-vous votre vie sociale de femme en politique et en prise de décision ? (Aimée, RDC)

Réponse

L'Afrique a le même cadre social qui empêche les femmes de s'épanouir. Par conséquent, ces obstacles structurels nécessitent une stratégie globale de soutien aux femmes en politique. Nous devons savoir comment équilibrer le travail politique et la famille. Les femmes qui dirigent doivent faire les choses autant qu'elles le peuvent. Allouez du temps à chaque article et soyez fidèle, suivez le temps que vous avez alloué.

En cas de violation des lois, devez-vous être radicale ? (Sourire, RDC)

Réponse

Vous devez étudier l'environnement. Il y a des situations qui appellent à la diplomatie et d'autres à un engagement sérieux et à la radicalité. Vous devez savoir quand faire quoi. Mais avant d'aller à l'extrême, il faut utiliser tous les moyens possibles. Deuxièmement, soyez affirmative tout en influençant les lois. Si les femmes ne sont pas prioritaires dans la prise de décision, engagez-vous dans vos partis politiques. Lisez, documentez-vous et améliorez-vous ! Informez-vous sur une question que vous allez présenter et assurez-vous que lorsque vous vous tenez sur le parquet du Parlement, vous parlez de questions que vous maîtrisez bien, une telle personne ne peut être ignorée

Quelles techniques utilisez-vous pour veiller à ce qu'un grand nombre de femmes rejoignent la politique ? (Sandra, Soudan du Sud)

Réponse

En Ouganda, les partis politiques consistent la structure principale et la plus efficace à travers laquelle les femmes s'engagent politiquement pour être élues. Les pratiques, politiques et valeurs des partis politiques ont un impact profond sur la participation et la représentation politique des femmes. En Ouganda, les partis politiques sont la structure principale et la plus efficace à travers laquelle les femmes s'engagent politiquement et sont élues. Les

pratiques, politiques et valeurs des partis politiques ont un impact profond sur la participation et la représentation politique des femmes. C'est donc le rôle des partis politiques d'aller dans les communautés pour mobiliser les femmes afin qu'elles puissent les rejoindre. La ligue des femmes joue un rôle clé pour atteindre les femmes. Pour obtenir ces chiffres, le parti politique doit s'attacher en priorité à faire participer les femmes et à leur donner la possibilité de s'épanouir.

Les femmes concourent-elles dans les foyers de paternité ou de mariage ? (Sandra, SS)

Réponse

Oui, oui. Aucune loi n'interdit aux Ougandais de concourir dans une zone particulière. C'est à la candidate de peser ses options et de prouver qu'elle a les chiffres qui lui mèneront à une victoire, n'importe où elle veut.

Comment les femmes, accèdent-elles à des postes importants ? Et quelles stratégies avez-vous utilisées pour devenir la première femme leader de l'opposition ? (Amina, RDC)

Réponse

L'adhésion à un parti politique constitue la première étape pour accéder à des postes élevés. Une fois que vous êtes dans les ligues des femmes et les comités des partis politiques, ce sont des mécanismes internes du parti qui visent à renforcer la représentation des femmes au sein du parti et dans le processus politique en général. Au sein du parti, il faut prouver que vous avez le potentiel d'être un leader et que vous êtes fidèle au parti.

Comment rendre les femmes responsables sans les abattre ou les attaquer ? (Nina WIPC)

Réponse

Vous voyez, en tant qu'êtres humains, nous avons différents personnages, nous venons d'horizons différents et nous avons parcouru différents voyages qui façonnent nos vies. En tant que femme leader, vous devez donc savoir comment gérer tous les personnages.

Il est également important de vous améliorer d'abord avant d'aider les autres. Lorsque nous combattons le siège d'une autre femme, nous nous battons nous-mêmes, nous manquons de respect envers nous-mêmes, car à la fin, on dira que les femmes ne peuvent pas diriger. N'oubliez pas que nous sommes dans un système patriarcal. Si une autre femme fait une erreur, appelez-la pour discuter le problème devant un verre. Il est très important de prendre soin les unes des autres.

Les témoignages des participantes

En République Démocratique du Congo, certaines femmes ont été nommées à des postes ministériels et des hommes se sont plaints. Ils ont demandé : Pourquoi les femmes ne demandent-elles pas des postes dans l'armée ? Pourquoi seulement dans certains domaines ? Cela montre que les femmes doivent continuer à lutter, les hommes ne nous donneront jamais d'espace et pourtant nous devons être dans ces espaces. Je crois également que nous pouvons exiger des postes dans l'armée si nous avons suivi la formation. Limba Nyakura Antoinette, RDC

Je suis très impressionnée par ce que fait l'Ouganda pour l'autonomisation des femmes. Le Soudan du Sud n'a jamais eu d'élections après les premières élections de 2010. Nous devrions avoir des élections en 2015, mais la guerre a éclaté. Les statistiques fournies étaient absolument correctes, nous avons 20% de femmes représentées. En 2010, nous avions une situation similaire concernant l'action positive, les femmes avaient leurs listes. Nous aimerions inclure cela dans notre nouvelle constitution, mais cela ne se produira que lorsque nous parviendrons à la paix. Lorsqu'il y a la guerre et l'instabilité, les gens ne pensent qu'à garder leur position plutôt qu'à penser au changement. C'est la raison pour laquelle nous avons les mêmes personnes au pouvoir depuis les premières élections. Carolyn, Kibos Soudan du Sud

On est en train de mettre en place des institutions et nous espérons que nous aurons plus de femmes qu'auparavant. De nombreuses organisations font du bon travail pour faire pression pour les femmes, mais le problème est que la culture empêche plus de femmes de participer. Deuxièmement, une fois que les hommes sont élus au pouvoir, ils oublient les femmes. Par exemple, une coalition de femmes a rencontré le gouverneur de la Province de Sud-Kivu, qui a promis de considérer les femmes dans son gouvernement s'il était élu au pouvoir. Il a remporté l'élection, mais à notre grande surprise, il n'a nommé que 2 femmes sur 10 membres de son cabinet. Il faut lutter contre ces hommes qui ne tiennent pas parole. Nous avons seulement 17% de représentativité des femmes dans notre province. Amina Chibashimba Rachel, Bukavu RDC

Nous avons un mouvement appelé « Rien sans femmes » qui est un mécanisme de mobilisation des femmes pour rejoindre les partis politiques, ce n'était pas le cas auparavant. Il y a aussi le Mouvement appelé 50% des femmes ou rien ! Il se concentre sur la mise en œuvre de la parité reconnue par notre Constitution. Grâce au soutien du Centre pour la paix (The Peace Centre), nous avons organisé des activités et des dialogues avec des politiciens. Ils se sont engagés à aider les femmes à occuper des postes dans les partis politiques. La résolution 1325 est notre cadre de référence pour améliorer la participation des femmes. Sourire Muhugurwa, RDC

05

L'engagement De La Societe Civile

5.1 La création des alliances avec les sociétés civiles

La Directrice exécutive de la Women's Democracy Network (Le Réseau des Femmes pour la démocratie); Mme. Perry Arituaa

Mme Aritua a introduit les déléguées à la définition de la société civile comme une organisation à but non lucratif qui a un intérêt pour la circonscription et se montre porte-parole de la population. Il s'agit d'un large éventail de groupes organisés et organiques de différentes formes, tailles et fonctions. Il y a eu des changements importants au fil du temps dans le paysage de la société civile. À différentes époques, les organisations communautaires, les syndicats de travailleurs, les associations professionnelles et les organisations non gouvernementales (ONG) ont été les plus en vue.

La société civile se présente sous différentes formes telles que les organisations à base communautaire (OBC), y compris les groupes ou associations d'épargne villageoise, les juristes, les syndicats de travailleurs, les organisations non gouvernementales, etc.

Pourquoi est-il important pour les politiciens de nouer des alliances avec la société civile ?

- * L'Alliance est une relation basée sur des points et des intérêts communs,
- * La société civile traite des questions que les politiciens ne peuvent pas aborder. Elles aident à protéger les intérêts du politicien.
- * Elle fournit des données de recherche factuelles et précises
- * Elle apporte de l'appui au renforcement des capacités des politiciens, tels que leur formation à la prise de parole en public, au débat et aux discussions
- * Elle apporte du soutien à la formulation des politiques

Comment construire une alliance?

- * Soyez claire sur les raisons pourquoi vous souhaitez s'associer à la société civile.
- * Assistez aux événements organisés par la société civile ; ne demandez pas d'argent lorsque vous êtes invitée, c'est l'occasion de rencontrer des gens et de vous informer
- * N'espérez pas recevoir de l'argent
- * Demandez des informations auprès d'une organisation qui opère dans un domaine que vous aimeriez connaître.
- * Pour avoir une bonne alliance, il faut convenir de l'objectif et de la manière dont vous allez travailler ensemble. Une fois que vous avez un objectif, faites passer un message à tout le monde.

Les défis

Le système multipartite a l'impact sur le travail de la société civile. Les politiciens sont animés par l'idéologie du parti ; ainsi, ils cessent de s'engager avec la société civile parce qu'ils ont peur de relever les lacunes dans leurs partis.

5.2 Comprendre la Résolution 1325 : Un cadre pour la participation politique des femmes

Par Goretti Komurembe

Dans son exposé, Madame Komurembe a indiqué que depuis l'adoption à l'unanimité de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU 1325) sur les femmes, la paix et la sécurité en octobre 2000, le rôle des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix suscite un intérêt croissant. En tant que première du genre, le RSNU 1325 a reconnu la pertinence du genre dans les questions de paix et de sécurité et a mandaté tous les États membres des Nations Unies d'assurer la pleine participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décision dans la résolution des conflits et les processus de paix. Il a également fait appel à la protection des femmes et des filles contre la violence pendant et après les conflits et à l'adoption d'une perspective de genre pour prévenir et atténuer l'impact des conflits sur les femmes.

En octobre 2004, dans son rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général des Nations Unies a demandé aux États membres d'élaborer des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. En réponse, le gouvernement de l'Ouganda, par le biais du ministère du Genre, du travail et du développement social, avec le soutien du FNUAP, a lancé le processus d'élaboration d'un plan d'action national (PAN). Le ministère, en tant que mécanisme national chargé d'initier, de mettre en œuvre et de coordonner les politiques et programmes qui soutiennent l'égalité des sexes, l'autonomisation et l'avancement des femmes, a élaboré et présenté le plan d'action et le cadre de présentation des rapports comme guide pour la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 du CSNU et de la déclaration de Goma. Le plan d'action sert d'un un mécanisme de suivi des progrès et d'évaluation de l'impact des interventions à tous les niveaux. Le Conseil des ministres a approuvé le PAN et a chargé le ministère des Affaires étrangères de diffuser le plan à l'échelle nationale.

Le pilier de la participation à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies donne aux femmes le mandat de participer à la direction à tous les niveaux de prise de décision. Par conséquent, les femmes doivent comprendre et bien jouer leur rôle. D'autres cadres tels que l'objectif de développement durable numéro 16 prévoit la promotion de sociétés pacifiques et inclusives. Un élément clé d'une société inclusive est la participation active des femmes aux processus politiques. Elle a conclu en demandant aux femmes dirigeantes d'encadrer les jeunes femmes en politique. Cela créera un effet d'entraînement qui produira de multiples avantages, non seulement pour les femmes individuelles, mais aussi pour les familles, les communautés et les pays. La recherche suggère également que l'équilibre entre les sexes dans la sphère politique favorise l'équilibre entre les sexes dans la main-d'œuvre.

06

Le bien-être et les soins personnels des leaders femmes

Par le Dr. Kasenene, nutritionniste et consultant en bien-être et soins personnels.

Dans la culture africaine, les femmes sont bien connues pour s'occuper des autres mais pas pour elles-mêmes. Elles prennent toujours soin de leurs enfants, maris, beaux-parents et parents. Le stress, l'épuisement professionnel, les explosions émotionnelles incontrôlables, la dépression, l'anxiété, les migraines, l'hypertension artérielle, le diabète et le cancer, sont quelques-uns des effets auxquels sont confrontées les femmes défenseuses des droits humains et dirigeantes pendant leur travail.

Le Dr Kasenene a souligné que le monde est aujourd'hui aux prises avec de nombreuses maladies qui auraient pu être évitées si on maintenait un bon mode de vie. On pourrait éviter des maladies telles que le cancer, le diabète, la tension artérielle, les maladies cardiaques, les maladies auto-immunes, l'obésité, les maux de tête, les maux d'estomac, la fatigue chronique, l'articulation thyroïdienne et bien d'autres.

Les causes principales de ces maladies comprennent :

- * Le Stress
- * Le traumatisme,
- * Mauvais sommeil
- * Les toxines
- * Excès ou carence nutritionnelle
- * Nutritional excess or deficiency
- * Fumer
- * Drogues et alcool
- * Pensées toxiques et inflammation chronique.

Beaucoup de ces causes peuvent être éliminées avec un changement de style de vie.

Comment améliorer notre bien-être

Activité physique : cela doit être régulier. Les activités physiques renforcent la santé :

1. Il faut mettre au moins 20-30 min d'exercices cardio / aérobies d'intensité modérée 3 à 5 fois / semaine ou faire au moins 10 000 pas par jour
2. Flexibilité / étirement : 5 min / jour
3. Exercices de force : 30 min / semaine

Alimentation équilibré :

Maximisez avec des aliments riches en nutriments

Donnez à votre corps les nutriments dont il a besoin en mangeant une variété d'aliments riches en nutriments, y compris des grains entiers, des protéines maigres, des fruits et légumes et des produits laitiers faibles en gras ou sans gras. Mangez moins d'aliments riches en graisses solides, en sucres ajoutés et en sodium (sel).

Dynamiser avec des grains

La source d'énergie la plus rapide de votre corps provient d'aliments comme le pain, les pâtes, les flocons d'avoine, les céréales et les tortillas. Assurez-vous de faire au moins la moitié de vos choix d'aliments à base de céréales comme les pains de blé entier ou les pâtes et le riz brun.

Faites-le plein de protéines

Les protéines sont essentielles pour la construction et la réparation des muscles. Choisissez des morceaux de bœuf ou de porc maigres ou faibles en gras, ainsi que du poulet ou de la dinde sans peau. Obtenez vos protéines de fruits de mer au moins deux fois par semaine. Les sources de protéines de qualité proviennent également des aliments à base de plantes.

Mélangez-le avec des aliments à base de protéines végétales

La variété est excellente ! Choisissez des haricots et des pois (haricots rouges, pinto, noirs ou blancs ; pois cassés ; pois chiches ; houmous), des produits à base de soja (tofu, tempeh, hamburgers végétariens) et des noix et graines non salées.

Variez vos fruits et légumes

Obtenez les nutriments dont votre corps a besoin en mangeant une variété de couleurs, de différentes manières. Essayez les baies bleues, rouges ou noires ; poivrons rouges et jaunes ; et les verts foncés comme les épinards et le chou frisé. Choisissez des options de jus de fruits frais, surgelés, à faible teneur en sodium en conserve, séchés ou à 100%.

N'oubliez pas les produits laitiers

Les aliments comme le lait sans gras ou faible en gras, le fromage, le yaourt et les boissons de soja enrichies (lait de soja) aident à construire et à maintenir les os solides nécessaires pour faire face aux activités quotidiennes.

Consommation d'eau

Restez hydratée en buvant de l'eau au lieu de boissons sucrées. Gardez une bouteille d'eau réutilisable sur vous à tout moment. Évitez l'alcool, si vous en prenez, pas plus d'une bouteille par jour.

Assurer un dépistage médical régulier :

- * Indice de masse corporelle (IMC)
- * Composition corporelle (graisse corporelle, muscle squelettique, IMC (obésité), santé Gamme de poids, âge corporel, graisse viscérale, métabolisme au repos)
- * Sucre corporel

La session sur le bien-être et les soins personnels a été couronnée par un examen de santé sur l'hypertension artérielle, l'indice de masse corporelle et la composition corporelle.

On a lancé un défi aux femmes leaders quant à la nécessité de changer leur mode de vie.

“J’ai assisté à plusieurs ateliers, mais je n’ai jamais assisté à un atelier qui parle du bien-être personnel. Nous sommes toujours occupées à résoudre les problèmes des autres sans prendre soins de nous-mêmes. Je suis heureuse que cela ait été intégré dans le programme de la visite d’échange ”. Sourier Muhigrwa, RDC.

“Aujourd’hui marque le début d’un nouveau mode de vie pour moi. Je vais manger sainement et faire des activités physiques régulièrement. Je n’aime pas les résultats de ma composition corporelle. C’est effrayant ”. Eva Kiongo, Soudan du Sud

Les femmes leaders ont également visité le centre Ndere pour une soirée culturelle où elles ont apprécié des chansons culturelles, des danses et des instruments uniques reflétant les différentes tribus en Ouganda avec un mélange d’histoires informatives et humoristiques qui sont présentées dans un spectacle authentique et artistiquement développé.

“Je cherchais quelque chose qui pourrait me donner une véritable expérience ougandaise, la culture, les traditions, je l’ai vu ici. J’ai apprécié la soirée. C’était rafraîchissant de sortir en plein air et d’écouter de la musique” Grace John Kenyi, Soudan du Sud

07

L'Évaluation de la visite d'échange

Les femmes leaders ont été impressionnées par la visite au Parlement, le partage d'expérience par la secrétaire générale du parti NRM et par l'ancienne chef de l'opposition. Elles ont toutes affirmé que la session sur le bien-être et les soins personnels était la première du genre et qu'elle était bien nécessaire et que le bien-être est pertinent pour leur vie si nous devons construire un mouvement durable.

Les témoignages

“Je suis heureuse d'avoir été invitée à la visite d'échange. En tant que jeune femme, j'ai été motivée à poursuivre ma carrière politique. J'ai appris que nous devons travailler avec les communautés pour être populaire au niveau communautaire mais aussi pour me rendre pertinente dans mon parti politique”.
Amina Chibashimba, RDC

“Je fais de la politique depuis un certain temps, mais je n'ai jamais eu l'occasion d'entendre des femmes des autres pays. Les femmes de la RDC m'ont beaucoup encouragée, les expériences des femmes les plus influentes de l'Ouganda m'ont également inspirée. Je me sens privilégiée. Je voudrais rester en contact avec la députée Justine LUMUMBA pour qu'elle puisse continuer à nous soutenir en tant que femmes du SPLM”.
Jackeline Nyibol Benjamin, Soudan du Sud

“Merci beaucoup d'avoir prévu la session sur le bien-être. C'est la réalité pour nous. Nous travaillons beaucoup dans nos pays et nous ne prenons jamais soin de nous-mêmes. J'ai l'hypertension et je ne savais pas que cela était dû à un mauvais mode de vie. Cette visite a été pour moi une véritable révélation”.
Mbona, South Sudan

“J'ai toujours rêvé de rencontrer la Secrétaire Générale de NRM. Que vous m'inspirez ! vous êtes calme et en même temps ferme dans la façon dont vous travaillez. Je vous consulterai toujours au cas où nous aurions besoin de directives”.
Ms. Ajong, SPLM party, South Sudan.



08

Conclusion

La visite d'échange régionale a été très appréciée par les déléguées. Cela leur a non seulement permis d'acquérir des connaissances et de partager des expériences, mais leur a également fourni des astuces pratiques pour rester à flot malgré les défis. Les déléguées ont indiqué qu'elles ont été redynamisées pour poursuivre la lutte pour l'égalité des sexes.

De plus, les déléguées ont créé des réseaux entre elles et avec les formatrices.

ANNEXES

Annexe 1 : Le programme de l'échange régional

THÈME : LES FEMMES A LA TETE DU CHANGEMENT DANS LE PROCESSUS DE RECONSTRUCTION POST-CONFLIT

TIME	ACTIVITÉ	PARTI RESPONSABLE
	28th Octobre 2019	
	Arrivée des participantes	Le Peace Centre
	Mardi 29th Octobre 2019	
09:00 - 15:00	Sessions au Parlement	UWOPA
15:00 - 16:00	Retour à l'hôtel	Le Centre
16:00 - 16:45	Réflexions et débriefing	Le Centre
17:00 - 17:30	Pause -café	
	Mercredi 30 octobre	
09:00 - 10:30	Comprendre la politique et les systèmes politiques multipartites: Partager le parcours politique	La députée Justine Lumumba Kasule
10:30 - 11:00	Questions et réflexions	
11:00 - 11:30	Stratégies pour engager le leadership des partis politiques: voyage en politique	La députée Winnie Kiiza
12:30 - 13:00	Questions et réflexions	
13:00 - 14:00	Le déjeuner	Le Peace Centre
14:00 - 15:00	Construire une alliance avec la société civile pour influencer le changement	Mme Perry Aritua
15:00 - 16:00	La résolution 1325 comme moteur de la participation politique des femmes	Mme Goretti Komurembe
16:30 - 17:00	Pause santé	
18:00 - 22:00	Visite du centre culturel de Ndere Centre	Le Peace Centre
	jeudi 31 Octobre 2019	
09:00 - 13:00	Bien-être et les soins personnels	
13:00 - 13:40	Évaluation	
15:00	Visite de Kampala	
	1er novembre 2019	
	Départ des participantes	

Annexe 2 : Liste des participantes

SOUDAN DU SUD

Ms. Sandra Malual

South Sudan people liberation movement (SPLM-IO)
Soudan du sud
+211924767381

Christine Idiongo Terensio

People's Democratic Movement –(PDM)
Soudan du sud
+211910607065/ +211917512949/+254702138065

Mariam Christo Amin

National Salvation Front
Soudan du sud
+ 211 928587508

Jacqueline Nyibol Benjamin

South Sudan People Liberation movement

Grace John Kenyi

Community Empowerment for Progress Organization-
CEPO
Soudan du sud
racejohnkenyi@gmail.com
+211917262525/+211921652220

Viola Erias

Voice of America
+211917262525/921652220

Caroline Kibos

Centre for Inclusive governance
Carolkibos@gmail.com
+211916721454

Eva Kiongo Wanyika

Eve organisation for Women in Development
Soudan du sud
vkiongo@yahoo.com

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Barhakengera Edith Kokere

Walungu, Walungu
edithkokere@gmail.com
+243997824123

Amina Chibashimba Rachel

Bukavu
rachelamina25@gmail.com
+243 840524658

Bora Sebuyange Elysei

Kalehe, RDC
+243971704491

Nyenyenzi Lusheke

Kabare, RDC
nyenyenzilusheke@gmail.com
+243990860216

Limba Nyakura Antoinette

Bukavu, RDC
nyakuralimba@gmail.com
+243979056563

Aimee Iman Matabaro

Bukavu RDC
aimemataba@gmail.com

Muhigirwa Vondino Sourire

AFEM
Bukavu, RDC

ÉQUIPE TECHNIQUE

Proscovia Nakaye

Responsable des programmes
Women's International Peace Centre
Uganda
Prossy@wipc.org
+256772929976

Esther Wasagali

Coordinatrice de projets
Women's International Peace Centre
ewasagali@wipc.org

Angel Niwatwine

Responsable du suivi et de l'évaluation
Women's International Peace Centre
anuwatwine@wipc.org

Sharon Eryenyu

Responsable des communications
Women's International Peace Centre
sharon@wipc.org

Perpetue Kanyange

Rapporteuse
Kampala – Uganda

Agatha Tumwine

Interprète
Department of European and Oriental Languages
Makerere University
agatumwine@gmail.com
+256772325318
+256700547070

Nina Sauvage

Stagiaire
Women's International Peace Centre
ninasauvage@live.fr

Annexe iii : Formulaire d'évaluation

L'évaluation de la visite d'échange régionale

Du 29 au 31 Octobre 2019

Thème : Les femmes à la tête du changement dans le processus de reconstruction post-conflit.

NOM (pas obligatoire):

1. Classez les thèmes suivants en cochant la case appropriée.

installations	Très bon	bon	Non applicable
L'hôtel			
La nourriture			
La gymnase et d'autres équipements			

La visite au Parlement Ougandais	Très bon	bon	Non applicable
Discussion avec les députées de l'assemblée nationale			
La visite dans le parlement			

Echanges avec les femmes députées de l'assemblée nationale. (Comprendre votre parti et la politique multipartite) Hon. Lumumba Kasule	Très bon	bon	Non applicable
Les stratégies visant à engager les dirigeants des partis politiques (Hon Winnie Kiiza)			
A quel niveau est-ce que la formatrice vous a fait comprendre la construction du mouvement féminin			

Exposé sur la société civile	Très bon	bon	Non applicable
Créer des alliances avec la société civile pour influencer le changement			
RCSNU 1325 (Gestion des coalitions et de localisation)- meilleures pratiques de l'Ouganda)			

Le bien-être	Très bon	bon	Non applicable
L'exposé sur le Bien être			
La session des examens médicaux			

	Très bon	bon	Non applicable
Le spectacle interculturel			

2. Comment est-ce que la visite d'échange a pu influencer votre vie et votre travail ? Expliquez.

.....
.....
.....
.....

3. Qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer des visites d'échanges dans le futur ?

.....
.....
.....

4. Quelles sont les meilleures pratiques ou leçons que vous avez apprises de cette visite d'échange ?

.....
.....
.....

5. Pourquoi pensez-vous que c'était nécessaire pour vous de faire partie de cette visite d'échange ?

.....
.....
.....

6. Qu'est-ce que vous voudriez qu'on ajoute dans les visites d'échange ?

- a).....
- b).....
- c).....